

Les manifestations au Panama ne faiblissent pas



Par María Josefina Arce

Le Panama a connu une semaine de manifestations intenses qui ont contraint le président Laurentino Cortizo à signer un décret exécutif vendredi dernier interdisant l'octroi de nouvelles concessions minières. Cependant, les manifestations n'ont pas cessé et se sont poursuivies tout au long du week-end.

Au centre des protestations se trouve l'accord entre le gouvernement et Minera Panama, une filiale de la transnationale canadienne First Quantum, pour l'extraction de cuivre à partir d'un gisement à ciel ouvert.

Les Panaméens affirment que le décret ne concerne que les nouvelles concessions et ne répond pas à leur demande d'abrogation du pacte sur l'exploitation de la plus grande mine à ciel ouvert d'Amérique centrale, située à Donoso, dans la province de Colón, sur la côte caraïbe, qui représente un danger pour l'écosystème et les populations avoisinantes.

Au fil des jours, les mobilisations ont été rejointes par des représentants de divers secteurs de la société, tels que des enseignants, des étudiants, des travailleurs de la santé et des transporteurs.

Tout au long de la semaine écoulée, des barrages de rue ont été mis en place à Panama City et dans d'autres villes du pays, les cours ont été suspendus et des affrontements entre les forces de police et les manifestants ont donné lieu à plus de 200 arrestations.

Le prétexte du gouvernement, à savoir les bénéfices que l'accord avec Minera Panama apportera à la nation isthmique, est rejeté par une grande partie de la population, qui affirme que les dommages causés à l'environnement seront plus importants, puisque des milliers d'hectares de forêt seront détruits, tandis que les rivières seront transformées en puits pour cette activité.

Selon les experts, une partie des gisements minéraux du Panama se trouve dans des zones de grande biodiversité, comme le corridor biologique méso-américain, qui relie des zones naturelles au Panama et au Costa Rica, au Honduras, au Salvador, au Guatemala, au Nicaragua, au Belize et dans certains États du sud du Mexique.

L'exploitation des ressources par une société transnationale est très sensible pour la plupart des citoyens, car elle rappelle l'époque où le canal de Panama était aux mains d'intérêts étrangers. Pendant près d'un siècle, les États-Unis ont contrôlé la voie d'eau interocéanique jusqu'à ce que la nation isthmique retrouve sa souveraineté en 1999, après des décennies de lutte.

Les Panaméens allèguent également que l'accord avec Minera Panama est inconstitutionnel. En 2017, la Cour suprême de justice a déclaré l'accord initial inconstitutionnel.

Plusieurs actions en justice ont déjà été intentées contre le pacte, mais selon les règles actuelles, nous devons attendre environ 10 jours avant que l'organe judiciaire ne se prononce sur la question.

Le mécontentement grandit et même les Panaméens vivant dans d'autres pays comme le Canada, les États-Unis et l'Espagne ont également organisé des manifestations contre l'accord, sanctionné par l'Assemblée nationale en un temps record.

Dans les prochains jours, de nouvelles manifestations ont été annoncées pour exiger l'abrogation de l'accord, qui a été décrit comme injuste et nuisible à la souveraineté nationale.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/337989-les-manifestations-au-panama-ne-faiblissent-pas>



Radio Habana Cuba